

## Résumés

*Mitchell G. Ash*, Science et politique. Histoire de leurs relations au XX<sup>e</sup> siècle

En nous fondant sur une vaste littérature secondaire et sur de nombreuses recherches effectuées au cours de ces vingt dernières années, nous défendrons dans cette contribution la thèse suivante: contrairement à la représentation idéale qui fait de la science et de la politique deux domaines stables, clairement distincts, il est plus juste d'appréhender les relations entre ces deux domaines au XX<sup>e</sup> siècle sous l'angle d'une interaction permanente et d'un échange de ressources. Du point de vue des institutions et de l'histoire sociale, les réseaux de relations ne se limitent pas aux plus hautes sphères de la vie politique, mais ils impliquent aussi des alliances sans cesse changeantes entre des scientifiques de haut rang et des hommes politiques, des industriels, des militaires ou des fonctionnaires exerçant dans les administrations correspondantes. En outre, et c'est le plus important, l'histoire de leurs relations implique – ou a induit – des changements dans la façon de concevoir le contenu de la politique et de la science. A ce niveau, on peut parler de deux processus complémentaires: d'un côté, on assiste à une scientification croissante de la politique – c'est-à-dire une tendance à traiter les projets politiques comme des problèmes que l'on peut résoudre de manière technocratique – et de l'autre, à une politisation de la science – c'est-à-dire une tendance à appréhender les thèmes et problématiques scientifiques qui semblent être introduits par les agendas politiques et les projets administratifs. Ainsi, les scientifiques au XX<sup>e</sup>, tout comme au XXI<sup>e</sup> siècle du reste, ne sont pas uniquement au service de la politique, pas plus que des opportunistes saisissant les chances que la politique semble leur offrir, mais ils ont souvent joué un rôle significatif dans la formulation et l'exécution de projets politiques. On en trouve des exemples dans tous les domaines de la connaissance scientifique. Nous en concluons que, pour les sciences naturelles, médicales et techniques, mais aussi pour les sciences sociales et humaines, l'histoire des relations entre la science et la politique ne peut être réduite à l'idéologisation d'une recherche scientifique supposée neutre dans ses valeurs.

*Kerstin Brückweh*, Un acte de nécessité planificatrice ou «an exercise in applied racism»? La production de connaissances au sujet de l'origine ethnique dans les recensements britanniques

Le recensement de la population britannique, qui est réalisé tous les dix ans depuis 1801, constitue la plus importante base de données pour les études en sciences sociales. C'est pourquoi les questions qui sont posées dans le recensement sont d'une importance capitale pour les différents utilisateurs – qu'il s'agisse d'instituts de sondage, d'organismes d'étude de marché, d'instituts fournissant des classifications de consommateurs ou encore de la recherche publique en sciences sociales. L'article montre cependant qu'une question ne peut pas être purement et simplement dictée par les autorités hiérarchiques, mais qu'il s'agit bien plus d'un processus de communication inséré dans les discours publics, dans lesquels sont impliqués différents acteurs historiques: chercheurs en sciences sociales, demandeurs d'études, intervieweurs, personnes sondées, etc. Pour générer des connaissances fiables à partir de questionnaires, il faut que les concepts et les formulations employés, ainsi les réponses proposées, soient dépourvus d'ambiguïté. On peut ainsi évoquer la question du lieu de naissance et ses modifications (par exemple, la question qui concerne la nationalité), qui a une longue tradition dans le recensement britannique. Cette question a surtout fait l'objet de critiques de la part des personnes interrogées en 1971, lorsqu'elle a été élargie pour inclure le lieu de naissance des parents, et ainsi indirectement, la couleur de la peau. La nécessité de collecter ces données a été mise en doute et

on a fustigé le racisme supposé de cette démarche. On remarque une mutation au sein des groupes d'acteurs sociaux impliqués à partir des années 1970 et surtout pendant les années 1980: la résistance envers la question s'effrita, on accorda plus d'importance à ses bénéfices – comme la lutte contre la discrimination et la promotion ciblée des minorités – qu'à ses effets négatifs, mais ceci uniquement lorsque la question était formulée de manière «correcte». L'article montre justement les processus de négociation qui mènent à la formulation «correcte» de la question, c'est-à-dire à celle acceptée de tous, liant ainsi recherche sociale appliquée, législation et débats politiques et publics.

*Heinrich Hartmann*, Une ère moderne scientifiée? Les champs d'action de la politique démographique en Turquie en tant que zones de transferts complexes de connaissances, 1940–1970. Une esquisse

Tout comme de nombreux pays en voie de développement, la Turquie fut, durant l'après-guerre, au centre des efforts internationaux pour le contrôle des naissances et la planification familiale. Ce qui ne semblait être au départ qu'une variante régionale d'un mouvement global se révèle être, lorsqu'on examine la situation de plus près, un cas limite marqué par la collusion de différents projets scientifiques. Le programme politique de l'Etat national turc kémaliste, ainsi que ses efforts pour réformer l'Etat-Providence, misaient sur une population nationale dont la croissance allait se poursuivre, tandis que les efforts de modernisation des experts internationaux partaient du paradigme opposé. C'est notamment dans le contexte de la modernisation rurale de la Turquie que cela a conduit à des tensions ouvertes marquant l'application des programmes démographiques. Dans ce contexte, nous nous demanderons dans quelle mesure un transfert de ces concepts scientifiques était possible et comment une approche de la modernisation censée être purement scientifique a pu être réinvestie dans un contexte national spécifique et comment elle a été modifiée par ce transfert dans d'autres contextes sociaux. Cela nous permettra de remettre en question de façon critique le projet d'une scientification unilatérale de la politique.

*Ariane Leendertz*, Début et fin d'une mission scientifique et administrative. La politique d'aménagement du territoire de l'Etat national en Allemagne de 1933 à 1975

L'article étudie à partir du cas de la politique d'aménagement du territoire l'imbrication des processus de scientification de la politique et de politisation de la science. Nous porterons notre attention sur l'entreprise, poursuivie à partir des années 1930 jusqu'aux années 1970, visant à établir l'aménagement du territoire au niveau de l'Etat national comme un champ politique fondé sur la recherche scientifique. La contribution montre l'interaction constante entre science et politique et tente d'expliquer à plusieurs niveaux l'«échec» souvent diagnostiqué de la politique fédérale d'aménagement du territoire durant les années 1970. Bien que l'on disposât davantage de connaissances sur le développement territorial, les «meilleures» solutions ne purent être imposées. Les avis des personnes impliquées divergèrent au fil du temps, le rôle des experts scientifiques devint plus controversé. Mais surtout, l'aménagement du territoire envisageait – comme le résume l'article – les problèmes et leurs solutions dans le contexte de la société industrielle «classique» et de la croissance industrielle. Le nouveau contexte, ainsi que les nouvelles structures sociales qui commencèrent à émerger dans les années 1970, nécessitèrent un nouveau processus d'adaptation que l'aménagement du territoire n'était pas en mesure de mettre en place à l'époque. En conclusion, nous nous interrogerons sur le bien-fondé de la notion de «société de la connaissance» en tant que cadre macro-théorique pour expliquer et interpréter les processus de transformation sociale depuis les années 1970.

*Martin Lengwiler*, Conjonctures et crises dans le processus de scientification de la politique sociale au XX<sup>e</sup> siècle

La communication suivante éclaire le processus de scientification des systèmes de sécurité sociale dans les Etats sociaux d'Europe de l'Ouest au XX<sup>e</sup> siècle, en particulier le rôle joué par les organisations internationales comme le Congrès International des Actuaire et l'Organisation Internationale du Travail. L'argumentation renvoie aux crises et aux conjonctures du processus de scientification de la politique sociale. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'influence de l'expertise scientifique était encore réduite en raison du manque de fondements épistémiques. En revanche, la période allant de 1914 à 1945 constitue un laboratoire dans lequel les instabilités économiques, tout comme la transformation des risques qui en résultaient, ont permis des processus d'apprentissage fondamentaux. Le grand boom dans le processus de scientification coïncide avec la consolidation des Etats sociaux européens dans les années 1950 et 60. L'expansion des systèmes de sécurité sociale créa un besoin accru de connaissances formalisées en matière de planification, de contrôle et de régulation. Il ne faut pas perdre de vue les limites de la scientification: des limites internes, comme des problèmes de calcul et des incertitudes caractérisant le discours spécialisé des actuaires, mais aussi des limites externes, comme par exemple la culture, éloignée du monde scientifique, des organismes de sécurité sociale corporatistes et fondés sur un mode d'organisation associatif. En général, la scientification de la politique sociale constitue un processus ambivalent et inachevé, également caractérisé par la prise de conscience des limites du pouvoir explicatif de l'expertise scientifique.

*Torben Lütjen*, Du «gospel of efficiency» à la «war of ideas». A propos de la relation entre science, politique et idéologie aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis aussi, on peut observer au XX<sup>e</sup> siècle des processus variés de scientification de la politique. D'un côté, les conditions de départ étaient particulièrement favorables à ce projet compte tenu du solide ancrage dans la société américaine de la foi dans le progrès. De l'autre, il devait faire face à une certaine méfiance envers les interventions de l'Etat, ainsi qu'à une tradition spécifiquement américaine de l'anti-intellectualisme, qui considérait comme élitistes les prétentions politiques d'experts. Ces deux pôles opposés ont dominé le débat sur les potentialités d'une politique «rationnelle» et «efficace», et ce depuis l'établissement des sciences sociales durant la *Progressive Era*, en passant par les efforts de planification avec le *New Deal* jusqu'à la *Great Society* sous Lyndon B. Johnson. A la fin des années 1960 eut finalement lieu une césure: la montée des *Think Tanks* conservateurs marqua définitivement l'impossibilité de résoudre de façon consensuelle au sein de la société américaine la question de savoir quelles connaissances pouvaient être considérées comme «objectivement correctes», l'espoir de surmonter les idéologies par l'utilisation de la science s'avérant ainsi être une illusion. Plutôt qu'à la «fin des idéologies», on assista à une «guerre des idées».

*Johannes Platz*, «Die White Collars in den Griff bekommen». Les employés de l'industrie au cœur des tensions entre expertise sociologique et politique syndicale 1950–1970

La contribution analyse la scientification de l'action politique en direction des employés durant les deux premières décennies de la République fédérale allemande. Nous présenterons tout d'abord l'état de la recherche et l'approche méthodologique de l'étude des coalitions discursives, puis nous esquisserons le contexte scientifique de l'histoire de la sociologie industrielle. Nous évoquerons ensuite une étude de cas portant sur l'instrumentalisation politique de la sociologie des employés. En partant de la scission des syn-

dicats allemands qui a mené à la création du «syndicat unitaire» des employés, le Syndicat des employés allemands («Deutsche Angestellten Gewerkschaft»), et à celle des syndicats unitaires de la Confédération des syndicats allemands («Deutscher Gewerkschaftsbund»), rassemblant à la fois les ouvriers et les employés de l'industrie et ceux du secteur tertiaire, nous analyserons les débats en matière de politique sociale qui ont été déclenchés par la théorie de la «société nivelée de classes moyennes» («Nivellierte Mittelstandsgesellschaft») et ont conduit, en Allemagne, à une renaissance de la sociologie des employés. Ce faisant, nous examinerons les coalitions discursives concurrentes entre les experts de la sociologie industrielle et les exécutants politiques dans les ministères et les syndicats.

*Christiane Reinecke*, Questionner le mode de vie socialiste. Recherche empirique en sciences sociales et connaissances sociales dans la SED-«Fürsorgediktatur»

Que se passe-t-il lorsque la recherche scientifique subdivise la société en groupes sociaux et répertorie leurs modes de pensée, mais que cette société n'a que partiellement accès à ces connaissances? Depuis les années 1960 ont été menées dans de nombreux instituts en RDA des études empiriques à l'aide de questionnaires et d'interviews pour interroger les citoyens de RDA sur leurs goûts. En partant des recherches sur les inégalités sociales en RDA, la présente contribution s'interroge sur la fonction de ces sondages dans le cadre du régime du SED et quelle était l'interaction entre la recherche empirique en sciences sociales, la politique et la société. L'étude fait clairement apparaître que l'échange entre l'élite politique et la recherche en sciences sociales était soumis à certaines conjonctures. Tandis que, durant les années 1960, l'élite du SED avait un intérêt à fonder scientifiquement les décisions politiques, elle s'est de moins en moins montrée disposée durant les années 1970 et 1980 à intégrer les résultats de la recherche dans ses propres actions politiques. La direction du Parti n'avait qu'un intérêt symbolique à conférer un fondement scientifique à ses actions. Ainsi les sciences sociales empiriques continuèrent certes à réaliser des enquêtes, cette réalisation faisant l'objet d'un contrôle politique, mais les résultats n'étaient pas rendus publics et les connaissances produites ne pouvaient pas circuler.

*Egle Rindzeviciute*, Purification et hybridation de la cybernétique soviétique. La politique de gouvernance scientifique dans un régime autoritaire

L'article analyse la négociation des frontières entre techno-science et politique en se focalisant sur l'histoire de la cybernétique soviétique. Leurs relations sont analysées à l'aide des concepts d'hybridation et de purification développés par Bruno Latour. Depuis son introduction dans l'Union Soviétique, la cybernétique a fait l'objet d'une hybridation et d'une purification en lien avec deux notions du politique: premièrement, l'appartenance au Parti Communiste, et deuxièmement, la division ennemi/ami. L'article interroge la conception prédominante, qui considère l'hybridation de la politique soviétique avec la cybernétique comme un phénomène négatif. Il montre comment la purification, tout comme l'hybridation ont été utilisées comme stratégies de survie et de dispositifs critiques par les scientifiques soviétiques et les acteurs politiques. Le gouvernement soviétique voyait un grand intérêt à défendre la neutralité politique des sciences informatiques car cela légitimait le transfert de ces technologies occidentales. Quant aux scientifiques soviétiques, ils avaient de fortes raisons de défendre la neutralité politique de ces sciences car cela les aidait à construire leur autonomie professionnelle.

Wilfried Rudloff, Commissions d'experts, plans directeurs et programmes pilotes. La réforme fédérale de la psychiatrie comme parade à une «scientification» de la politique?

La politique psychiatrique constitue un champ politique à part, fonctionnant selon des arrangements institutionnels et des règles qui lui sont propres. Ce sont les psychiatres qui occupent la place centrale au sein du réseau de la politique psychiatrique. La «scientification» de la politique n'a pas uniquement constitué une stratégie de réforme pour la culture de l'expertise psychiatrique, mais aussi une forme de «boundary work» (*travail de démarcation*) à l'aide duquel les experts ont pu assurer leur domaine d'action et en affiner les contours sur le plan politique. La communication analyse l'histoire de la réforme fédérale du secteur psychiatrique, qui s'étend sur plusieurs décennies, à l'une de chacune des étapes du modèle du *policy cycle* (*cycle de politique publique*) utilisé en sciences politiques. La science, en tant qu'acteur politique, joue un rôle primordial dans presque toutes les phases du cycle, que ce soit dans l'identification du problème, dans l'«agenda setting» (*mise sur agenda*), jusqu'à la formulation d'un programme d'action et l'évaluation des effets obtenus. Il importe de remarquer que même si les psychiatres intervenaient drapés de leur autorité scientifique dans leur fonction de conseillers politiques, ils étaient également eux-mêmes des «stakeholder» (*partie prenante*), leur savoir étant ainsi un «savoir intéressé». Où se situaient les frontières d'une «scientification» de la politique psychiatrique? Tel sera l'objet de notre conclusion.

Tim Schanetzky, Apories de la scientification: conseil d'experts et mutation structurelle économique en RFA: 1974–1988

La structure économique a certes toujours fait l'objet de mutations, mais depuis le début des années 1970, la République fédérale s'est trouvée devant une situation inédite. Tandis que la domination habituelle du secteur industriel commençait à toucher à sa fin, ce dernier cédant sa place à la société de services, les forts taux de croissance du boom d'après-guerre disparurent. Ceux-ci avaient jusque-là amorti les conséquences sociales de la mutation structurelle. Comment les conseils consultatifs en charge de la politique économique gèrent-ils cette situation? L'article montre les liens étroits entre l'observation de la mutation structurelle et la fin du keynésianisme, ainsi que les changements profonds qui en ont résulté pour les mécanismes de consultation. L'expertise scientifique fut à la fois valorisée et dépréciée. Elle était considérée comme incontournable pour des raisons de légitimation et d'utilité, mais elle devint cependant de plus en plus discordante et contradictoire. Les responsables politiques du secteur économique firent face à ce paradoxe en se convertissant ouvertement au pragmatisme. Nous montrerons à partir des expertises menées sur la crise de l'acier et restées ineffectives sur le plan politique, comment cette situation a contribué, du côté des conseillers, à une dogmatisation des recommandations en matière de politique économique.

Elke Seefried, Experts de la planification? Des «futurologues» comme conseillers du gouvernement fédéral 1966–1972/73

A partir du milieu des années 1960, des «futurologues» conseillèrent la Grande Coalition et la coalition sociale-libérale. Dans le contexte d'une conception élargie de la planification politique, qui a pris vers 1970 un tour euphorique, la futurologie avait pour objectif de soutenir une planification envisagée de manière globale et sur le long terme. Sa mission était de pronostiquer les conséquences des différentes options et décisions, de mettre en place de manière plus efficace et transparente le plan d'organisation fonctionnelle et d'aménagement en se fondant sur des connaissances scientifiques et ainsi, de «moderniser» et «rationaliser» la politique. L'article se focalise sur trois organismes ap-

partenant au domaine de la futurologie – le «Groupe d'étude pour l'analyse des systèmes» (*Studiengruppe für Systemforschung*), le «Centre de Berlin pour la recherche prospective» (*Zentrum Berlin für Zukunftsforschung*) et l'«Institut Prognos» (*Prognos AG*) – et étudie les processus d'interaction entre la science, la politique et la bureaucratie ministérielle, ainsi que les résultats et les potentialités de la consultation politique par le biais de la futurologie dans divers champs politiques. Il fait apparaître que la construction d'une «compétence globale» des chercheurs futurologues, mais aussi la surévaluation du caractère systématique des formations sociales, ainsi que l'utilisation d'un langage parfois hermétique – chacun de ces éléments se nourrissant de la réception de la pensée cybernétique – a été source de problèmes. Comme tout cela allait de pair avec une volonté de pragmatisme du gouvernement fédéral au sujet de la planification, les limites d'une planification politique euphorique se sont reflétées dès 1971/72 dans les limites de la consultation politique exercée par la futurologie.

*Roderich von Detten*, Politique environnementale et incertitude. A propos de l'interaction des sciences et de la politique environnementale dans le débat sur le dépérissement des forêts dans les années 1980

Même si la controverse portant sur le prétendu dépérissement des forêts allemandes durant les années 1980 est à présent perçue comme un débat écologique purement historique, elle est très souvent utilisée comme outil de comparaison dans les polémiques actuelles sur l'environnement, dont celle portant sur le réchauffement climatique. Partant de ce cas de figure, l'article traite de l'interaction entre science et politique en lien avec un problème d'une part caractérisé par les conditions particulières d'un discours politique alarmiste et d'autre part, par une grande incertitude scientifique sur les causes du problème et les mesures nécessaires pour y remédier. En examinant un instrument jusqu'alors peu pris en considération, celui des rapports sur les dégâts causés dans les forêts et sur l'état général de ces dernières, notre contribution interprète le débat historique sur le dépérissement des forêts comme un débat au cœur duquel se pose le problème de l'évaluation et de la gestion par la société de l'ignorance, du risque et de l'incertitude. Ce débat soulève d'une manière particulière la question de la fonction de la science, de la légitimation de la politique environnementale et celle de la signification à accorder à la consultation politique. Sur la base de la description des caractéristiques du discours sur le dépérissement des forêts, l'histoire des rapports – qui oscillent entre politique et science – et celle de leur réception dans les sciences et la politique environnementale, montrent que l'évaluation des polémiques sur le dépérissement des forêts doit également être menée indépendamment de la question scientifique (et que l'on ne peut résoudre rétrospectivement) de la «réalité» des dégâts dans les forêts. Là où dans le cas du dépérissement des forêts, la science n'a pu fournir ni probabilités ou pronostics fiables, ni actions ou buts alternatifs, et là où l'expertise scientifique n'est parvenue à aucun résultat clair et exploitable politiquement, les décisions prises ont été authentiquement politiques et la politique de l'environnement a pu s'en tenir à une ligne d'action déjà existante et décider en fonction de la voie choisie. Si on accepte la thèse selon laquelle le dépérissement des forêts a eu une fonction importante dans la modernisation écologique de la RFA, il faut considérer le débat qu'il a suscité comme une des premières illustrations de la façon dont une société a réussi à gérer sur le plan de la politique environnementale l'incertitude et les risques écologiques dans un contexte marqué par une forte nécessité d'agir.